

2023/17

Département de l'Essonne

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS
DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
DE LA COMMUNE DE VILLABÉ**

Séance du 22 juin 2023

Date de la convocation : 12 juin 2023

**MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION : 17
EN EXERCICE : 17
QUI ONT PRIS PART À LA DÉLIBÉRATION : 17 dont 5 par procuration.**

**OBJET DE LA DÉLIBÉRATION N°17/2023 ~~NON~~ COMMUNICABLE : AIDE
FINANCIÈRE POUR UNE DETTE DE LOYERS, EN FAVEUR DE MADAME
[REDACTED].XXX**

L'an deux mille vingt-trois, le vingt-deux juin à dix-neuf heures et trente minutes, le Conseil d'Administration du CCAS de VILLABÉ, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, en la salle DUBOZ, à VILLABÉ, sous la présidence de Madame Pascale HUVIER, Vice-présidente du CCAS.

PRÉSENTS LORS DE LA SÉANCE :

Madame Pascale HUVIER, Madame Nicole WAGHEMAEKER, Madame DOS SANTOS Marguerite, Madame Martine CHAUCHARD, Madame Alias DUBOIS, Madame Anne TRAMBAUD-DUFRESNE, Madame Edith JAWORSKI, Madame Arlette PIN, Monsieur Jean-Louis CONESA, Monsieur Alexandre SEIJO.

AYANT DONNÉ PROCURATION :

Monsieur Karl DIRAT à Madame Arlette PIN, Madame Annie BAROUX à Madame Martine CHAUCHARD, Madame Nadia LIYAOUÏ à Madame Nicole WAGHEMAEKER, Madame Claude NEGRE à Madame Edith JAWORSKI, Madame Claudine LELIEVRE à Madame Pascale HUVIER.

ABSENTS EXCUSÉS :

Monsieur Valentin SALLES, Madame Françoise VANDERHAUWAERT.

SECRETAIRE DE SEANCE :

Madame Martine CHAUCHARD, est nommée secrétaire de séance à l'unanimité des membres présents et représentés.

OBJET DE LA DÉLIBÉRATION N°17/2023 ~~NON~~ COMMUNICABLE : AIDE FINANCIÈRE POUR UNE DETTE DE LOYERS, EN FAVEUR DE MADAME ~~XXXXXXXXXXXX~~. X X X

VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L2121-29 et L2321-1,

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles (CASF),

AYANT ENTENDU l'exposé concernant la situation sociale de la famille,

CONSIDÉRANT que le CCAS s'inscrit dans une longue tradition de solidarité envers les plus démunis, ces aides et secours permettent généralement à leurs bénéficiaires de satisfaire aux besoins élémentaires de l'existence ou de faire face à un accident de la vie,

CONSIDÉRANT que la famille est accompagnée par l'assistante sociale du CCAS,

CONSIDÉRANT les impayés locatifs indépendants de la volonté de madame, d'un montant de 1 010,40 €,

CONSIDÉRANT la moyenne économique journalière par personne de 0 €, inférieure au barème maxi fixé par le règlement des aides facultatives du CCAS,

CONSIDÉRANT le nouveau calcul de droit à l'APL accordée par la CAF à Madame,

CONSIDÉRANT la perspective d'augmenter les ressources de Madame ~~XXXXXXXXXX~~ par l'instruction d'une demande d'Allocation de solidarité aux personnes âgées (ASPA) qui permettra de rétablir un budget moins précaire,

Le Conseil d'administration, après en avoir délibéré **à l'unanimité dont 5 par procuration**,

APPROUVE la demande d'aide financière de Madame ~~XXXXXXXXXXXX~~,

FIXE le montant de l'aide à **1 010,40 € à verser au bailleur ERILIA** dont elle est locataire en titre,

AUTORISE Monsieur le Président à signer les documents correspondants,

DIT que la dépense sera imputée au budget du CCAS, exercice 2022, compte 6562

PRÉF. 91
2023-06-23

OBJET DE LA DÉLIBÉRATION N°17/2023 ~~RECE~~ COMMUNICABLE : AIDE FINANCIÈRE POUR UNE DETTE DE LOYERS EN FAVEUR DE MADAME [REDACTED].XXX

DIT que la présente délibération sera transmise à Monsieur le Préfet de l'Essonne,

FAIT et **DÉLIBÉRÉ** en séance le 22 juin 2023, et ont signé la liste d'émargement, les membres présents.

Pascale HUVIER
Adjointe au Maire de Villabé
En charge des affaires sociales,
Vice-présidente du CCAS



La présente délibération peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification, d'un recours contentieux auprès du Tribunal administratif de Versailles ou d'un recours gracieux auprès de la commune de Villabé, étant précisé que celle-ci dispose alors d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. La décision ainsi prise, qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée au tribunal administratif dans un délai de deux mois.